

Table des matières

I.	Présentation générale du Ministère.....	2
II.	Contexte de l'action ministérielle.....	2
III.	Orientations stratégiques	3
IV.	Cadre de performance	2
V.	Programmation triennale des crédits: Budgétisation pluriannuelle sur trois (3) années ...	6
VI.	Tableau de budgétisation en AE-CP des projets/programmes	6

INTRODUCTION

La défense nationale a pour but d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes formes d'agressions, la sécurité et l'intégrité du territoire ainsi que la vie de la population. Elle pourvoit de même au respect des alliances, traités et accords internationaux (loi 70-23 du 06 juin 1970 portant organisation générale de la Défense nationale).

I. Présentation générale du Ministère

Sous l'autorité du Président de la République, et dans le cadre de l'article 10 de loi 70-23 du 06 juin 1970 portant organisation générale de la Défense nationale, le ministre chargé des Forces armées est chargé de l'application de la politique militaire définie en Conseil Supérieur de la Défense nationale, de la mise en condition des Forces armées et de l'exécution des décisions du Président de la République. Il dispose, pour emploi, des Armées de Terre, de l'Air et de Mer ainsi que de la Gendarmerie nationale (loi 84-62 du 16 Août 1984).

A cet effet, il est particulièrement chargé de l'exécution des décisions du Président de la République, Chef suprême des Armées, notamment celles concernant :

- l'avancement des personnels militaires ;
- les nominations aux emplois de commandement ;

les déplacements des unités constituées hors de leurs garnisons.

Il a autorité sur l'ensemble des Forces armées et est responsable de leur sécurité. Il veille à l'application des lois et règlements militaires et s'acquitte des attributions qui lui sont dévolues par le Code de Justice militaire.

Il exerce, en outre, le pouvoir de tutelle sur l'Office national des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, sur l'Agence pour la Réinsertion sociale des Militaires, l'Agence pour le Logement des Forces Armées et l'Hôpital principal de Dakar et sur toute autre structure dont la tutelle sera confiée au Ministre chargé des Forces armées.

II. Contexte de l'action ministérielle

La sécurité étant le fondement de tout développement socio-économique, les Forces armées, garant de la souveraineté et de l'indépendance nationale, demeurent l'épine dorsale de la viabilité de l'Etat.

Le préalable sécuritaire a toutefois la particularité d'être difficilement mesurable au plan économique, notamment en terme de contribution au PIB, l'outil de défense n'ayant pas vocation, en dépit de la prégnance du concept Armée-Nation, à créer de la richesse.

Le rôle prépondérant qui est ici assuré est essentiellement transversal et contribue, à l'image des autres secteurs de souveraineté, à la pérennité et au rayonnement de l'Etat. L'intégrité territoriale, la sécurité des personnes, des

infrastructures, des biens et la continuité des services jouent un rôle crucial dans l'établissement d'un climat favorable aux activités économiques et sociales.

III. Orientations stratégiques

Les Forces armées, de par leurs missions, la diversité de leurs capacités ainsi que leur bonne assise territoriale, contribuent directement et de manière déterminante à l'opérationnalisation de l'axe 3 « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » et du secteur 1 « Consolidation de la paix et de la sécurité » du Plan Sénégal Emergent (PSE).

A ce titre, elles sont la seule entité capable de rendre effectif, par la coercition, le volet Paix et Sécurité, par la défense de l'intégrité des espaces terrestre, aérien et fluviomaritime sur lesquels l'Etat sénégalais exerce sa souveraineté. Outre cette finalité première, leur contribution porte sur :

- l'instauration d'un environnement de paix et de stabilité nécessaire à la conduite des activités économiques et sociales par leur participation en tant que force de 3^{ème} catégorie aux opérations de maintien de l'ordre ;
- la protection et la sauvegarde des institutions de la République ;
- le soutien à l'intégration régionale à travers l'opérationnalisation des mécanismes de mise en œuvre de la sécurité collective et à la paix internationale par le canal des opérations de maintien de la paix sous bannière sous régionale, régionale ou onusienne.
- la diversification de la coopération militaire ;
- la réduction de la criminalité et le démantèlement de réseaux de drogue et trafics illicites ;
- la réduction significative de la violence sur les populations, en particulier en Zones militaires n° 5 et 6 (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou) ;
- la lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles (pêche, coupe de bois, orpaillage, braconnage, extraction de sable marin, ...) ;
- le rajeunissement partiel des effectifs des Forces armées par le recrutement d'environ 7000 militaires;
- l'engagement des Forces armées dans les situations d'urgence : inondation, protection du littoral, ravitaillement des populations durant les pénuries d'eau, dispositif de protection contre les pandémies ;
- la participation à la cohésion et à la solidarité nationale : actions civilo-militaires, grands rassemblements religieux et culturels ;
- La continuité de l'action de l'état en haute mer avec les plateformes pétrolières
- la participation au développement social et économique : formation au civisme et au leadership des élèves des Grandes écoles nationales, appui aux services publics, action de l'Etat en mer, désenclavement, etc.

Cette kyrielle de défis à relever justifie le fait que nos Forces armées ont, après des études menées sur le « concept de défense et de sécurité » et le « Format Armées Horizon 2025 », défini un cadre d'action cohérent pour les différentes forces et décidé d'adapter les capacités opérationnelles aux normes d'engagement des forces.

Ainsi, la création de nouveaux bataillons territoriaux dans les nouvelles régions périphériques complètera le dispositif de veille aux frontières basé essentiellement sur une synergie d'actions entre les forces de défense et de sécurité à travers un système intégré de défense de l'avant du territoire (SIDAT).

Dans cet environnement incertain, le renseignement se révèle comme une fonction prioritaire qui permet de prévenir au mieux les actions adverses ou à défaut d'avoir les réactions appropriées. Cette action sera complétée par la création d'un corps de bataille blindé-mécanisé capable de mener simultanément deux actions coercitives sur deux directions.

Aussi, dans le cadre du resserrement du maillage du territoire national, la Gendarmerie envisage de mettre en place une Légion de Surveillance du Territoire (LST) avec des capacités considérables de prévention, d'acquisition du renseignement, d'investigation et d'intervention des forces.

IV. Cadre de performance

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs	Cibles 2020	Cibles 2021	Cibles 2022
Assurer le pilotage du ministère	Les enjeux et défis stratégiques sont maîtrisés	Pilotage	Nombre d'études et réflexions stratégiques menée	6	10	10
Améliorer l'information du citoyen sur les forces armées	Le citoyen est informé sur les activités des forces armées	Pilotage	Nombre de bulletin d'information trimestriel	139	4	4
Améliorer l'information du citoyen sur les forces armées	Le citoyen est informé sur le patrimoine historique des forces armées	Pilotage	Nombre de visiteurs des musées par an	1 000	1200	1300
Renforcer l'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et le soutien aux organismes déconcentrés	L'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et organismes déconcentrés est renforcée	Gestion et coordination administrative	Taux d'exécution du budget	97	0,99	1
Renforcer l'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et le soutien aux organismes déconcentrés	L'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et organismes déconcentrés est renforcée	Gestion et coordination administrative	Nombre de réunions de coordination tenues	20	24	26
Assurer la planification évaluation et le suivi budgétaire	Les documents stratégiques du Ministère sont élaborés	Planification évaluation et le suivi budgétaire	Nombre de documents budgétaires edités	5	5	5
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces terrestres	Défense terrestre	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre de promotions formés par an	8	8	8

Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces terrestres	Défense terrestre	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre d'unités ayant satisfait au contrôle opérationnel	85%	80%	90%
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces aériennes	Défense aérienne	Les capacités des forces sont renforcées	nombre de pilotes formés par an	8	8	8
Garantir le niveau opérationnel des moyens aériens	Défense aérienne	Le soutien aux unités est amélioré et la mobilité des forces est améliorée	% de disponibilité des aéronefs	70%	90	95
Réaliser les équipements pour la mobilité et la puissance de feu des forces	Défense aérienne	Les équipements sont réalisés	% de réalisation des équipements du format d'Armée 2025	50%	90%	95%
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces	Défense fluvio-maritime	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre d'unités ayant satisfait au contrôle opérationnel	85%	70%	75%
Garantir le niveau opérationnel des moyens navals	Défense fluvio-maritime	Le soutien aux unités est amélioré et la mobilité des forces est améliorée	% de disponibilité des unités navales	85%	800%	800%

Améliorer la mobilité des forces et réaliser les équipements connexes ;	Défense fluvio-maritime	Les équipements sont réalisés	% de réalisation des équipements du format d'Armée 2025	60%	7500%	8500%
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces	Logistique inter-armées	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre de promotions formées	30	25	25
Garantir le niveau opérationnel des unités	Logistique inter-armées	Les unités sont aptes à l'engagement	Nombre d'unités de soutien ayant satisfait au contrôle opérationnel	7%	7%	7%
Construire et réhabiliter le patrimoine immobilier	Logistique inter-armées	Les bâtiments administratifs et les logements sont construits et réhabilités	Nombre de cantonnements construits et/ou réhabilités	10	4	4
Réaliser les équipements pour la mobilité et la puissance de feu des forces	Logistique inter-armées	Les équipements connexes sont réalisés	%de réalisation des équipements	50%	40%	50%
Assurer la libre circulation des personnes et des biens	Garantir la tranquillité et la paix publique	Maintien de l'ordre	O_32_P_2008_0004 - Nombre d'interventions	1240	1250	1260
Appui aux autres administrations	Garantir la sécurité des structures et des autorités de l'Etat	Maintien de l'ordre	Effectifs engagés	100	100	100

Renforcer les aptitudes techniques et professionnelles des personnels ;	Aptitude opérationnelle	Soutien gendarmerie	Qualification du personnel	80	85	90
Réaliser et entretenir les équipements et infrastructures de service nécessaires	Opérationnalité des forces	Soutien gendarmerie	Niveau d'équipement et d'hébergement des unités	40	50	60
Améliorer les conditions de travail de vie des militaires et de leurs familles	Couverture des prestations socio médicales	Soutien gendarmerie	Taux de couverture par rapport aux besoins	100	100	100
Améliorer la sécurité routière	Baisse des accidents de la circulation routière	Surveillance du territoire	Nombre d'accidents	4600	4500	4400
Renforcer la sécurité des personnes et des biens	Baisse de la criminalité	Surveillance du territoire	Nombre d'infractions	7600	7500	7400
Promouvoir la sécurité de proximité	Rapprocher la Gendarmerie de la population	Surveillance du territoire	Plan de maillage	20%	30%	40%

I. Programmation triennale des crédits: Budgétisation pluriannuelle sur trois (3) années

Programmes	Nature économique	Années			Total
		2020	2021	2022	
Programme 1	Personnel	841 336 000	858 162 720	858 162 720	2 557 661 440
	Biens et services	2 621 736 355	3 621 736 355	3 621 736 355	9 865 209 065
	Transferts courants	2 978 471 630	3 341 471 630	3 341 471 630	9 661 414 890
	Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000
	Transferts en capital	1 234 000 000	1 634 000 000	1 634 000 000	4 502 000 000
Total Prog 1		8 675 543 985	10 455 370 705	10 455 370 705	29 586 285 395
Programme 2	Personnel	71 639 935 081	74 092 733 782	74 092 733 782	219 825 402 645
	Biens et services	29 791 920 145	41 516 362 145	41 516 362 145	112 824 644 435
	Transferts courants	-	-	-	-
	Investissements exécutés par l'Etat	11 008 945 637	25 000 000 000	25 000 000 000	61 008 945 637
	Transferts en capital	11 470 000 000	12 800 000 000	14 375 329 279	38 645 329 279
Total Prog 2		123 910 800 863	153 409 095 927	154 984 425 206	432 304 321 996
Programme 3	Personnel	43 784 936 410	44 660 635 138	44 660 635 138	133 106 206 686
	Biens et services	9 616 055 000	11 816 055 000	11 816 055 000	33 248 165 000
	Transferts courants	54 126 000	54 126 000	54 126 000	162 378 000
	Investissements exécutés par l'Etat	8 822 034 849	9 661 500 344	8 709 715 446	27 193 250 639
	Transferts en capital	3 890 284 554	1 390 284 554	1 390 284 554	6 670 853 662
Total Prog 3		66 167 436 813	67 582 601 036	66 630 816 138	200 380 853 987
Programme 4	CST	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000
Total Prog 4		150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000
Total général		198 903 781 661	231 597 067 668	232 220 612 049	662 721 461 378

II. Tableau de budgétisation en AE-CP des projets/programmes

Programmes budgétaires	Projets/programmes	Source de financement	2020	
			AE	CP
P1 Pilotage coordination et gestion administrative	P_1002-01-13 - EQUIPEMENT DESCOS	Etat	1 592 000 000	300 000 000
	P_1002-01-14 - PROJET DE MODERNISATION DES OPERATIONS D'INCORPORATION	Etat	130 000 000	130 000 000
	P_1002-01-15 - PROJET INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT DES LOCAUX D'ARCHIVAGE	Etat	20 000 000	20 000 000
P2 Défense du territoire national	P_2005-01-01 - PROJET D'ACQUISITION D'UN CASA 235 MARITME	Etat	29 400 000 000	5 000 000 000
	P_2005-01-09 - PROGRAMME DE RENFOR. MOYENS DEFENSE NATIONALE (SOCLE RADARS)	Etat	1 774 264 829	1 000 000 000
	P_2005-04-01 - REHABILITATION BATIMENTS USAGE HEBERGEMENT DU PMS	Etat	1 400 000 000	300 000 000
	P_2005-04-10 - PROJET DE RENOUELEMENT MATERIEL PARACHUTISTE	Etat	1 074 000 000	358 000 000
	P_2005-04-11 - PROJET REHABILITATION DES CANTONNEMENTS DES ZONES MILITAIRES	Etat	7 000 000 000	1 995 000 000
	P_2005-04-12 - PROJET ACQUIS VEHICULE TACTIQUE PR UNITE INFANTRIE MOTORISE	Etat	8 700 000 000	2 900 000 000
	P_2005-04-13 - PROJET RECONSTITUTION STOCKS DE MUNITIONS TOUTES TRANCHES	Etat	3 000 000 000	900 000 000
	P_2005-04-14 - PROJET ACQUISITION MATERIEL DE VIE EN CAMPAGNE PR 2 BRIGADES	Etat	2 852 836 911	950 945 637
	P_2005-04-15 - PROJET SYSTEME TRANSMISSIONS NUMERIQUE EN ZONE MILITAIRE SUD	Etat	2 000 000 000	605 000 000
	P_2005-04-16 - PROJET RENOUELEMENT ENGIN BLINDE BATAILLON RECONNAISSANCE	Etat	6 000 000 000	2 000 000 000
	P_2005-04-17 - PROJET D'EQUIPEMENT EN MATERIELS DE DEMINAGE	Etat	3 000 000 000	1 000 000 000
	P_2005-04-18 - PROJET EQUIPEMENT MATERIEL FRANCHISSEMENT PORTIERE 70 TONNES	Etat	810 000 000	270 000 000
	P_2005-04-19 - PROJ ACQUISIT MAT NEUTRALISAT EXPLOSIF (NEDEX)/SECURITE PR	Etat	300 000 000	100 000 000
P_2005-04-20 - PROJET CHANGEMENT TENUES ARMEES	Etat	100 000 000	100 000 000	
P3 Sûreté publique et maintien de l'ordre	P_2008-02-01 - ACQUISIT° MATERIEL EMBARCATION MARITIM DE VEHICULES	Etat	4 500 000 000	1 054 409 554
	P_2008-02-02 - ACQUISIT° VEHICULE,EQUIP,GARAGE, CHEVAUX PATROUILLE	Etat	3 500 000 000	507 034 849
	P_2008-02-06 - FOURNITURE VEHICULE INTERVENTION MAINTIEN ORDRE	Etat	6 700 000 000	335 875 000
	P_2008-02-17 - Programme de remise à nouveau de l'armement	Etat	2 400 000 000	800 000 000
	P_2008-02-18 - Programme d'acquis. de matériels d'intervention spécifiques	Etat	1 500 000 000	500 000 000
	P_2008-02-19 - Programme d'acquisition d'engins blindés (Gendarmerie)	Etat	6 000 000 000	6 000 000 000
	P_2008-02-20-PROJET DE FOURNITURES FRETS D'HABILLEMENT ET ACCESSOIRES	Etat	3 045 000 000	1 015 000 000

**ANNEXES: PROJETS ANNUELS DE
PERFORMANCE (PAP) DES PROGRAMMES**

I. PRESENTATION DU PROGRAMME

1.1. Identité du programme

Intitulé du programme : Pilotage, coordination et gestion administrative

Responsable du programme : Intendant-colonel BABOU FAYE

Fonction : Directeur des Affaires Administratives, de l'Équipement et du Budget (DAAEB)

1.2. Stratégie du programme

Le programme PILOTAGE, COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE a pour objet la mise en œuvre d'activités essentielles dans un cadre de gestion répondant au mieux à la recherche de performance, et qui, jusque-là, ont été insuffisamment prises en charges dans les départements ministériels en général. Il s'agit donc de toutes les activités constitutives du soutien de la politique de défense et de sécurité.

Le programme sera articulé autour de trois principaux axes :

- le pilotage regroupant les activités prospectives (études et réflexions stratégiques), le contrôle, la législation, la communication et les relations publiques ;
- la coordination et la gestion administrative prenant en charge les activités relatives à la gestion des ressources humaines et financières, la préservation du patrimoine historique, la lutte contre les armes légères, nucléaires, biologiques et chimiques, la coopération militaire internationale, la gestion du courrier et des archives ainsi que la surveillance et le contrôle de l'occupation du sol.
- la planification, le suivi et l'évaluation des activités budgétaires.

Pour mener à bien la fonction pilotage, le MFA compte mettre en place, en relation avec les commandements, un cadre de concertation en vue de d'identifier les défis et enjeux sécuritaires et de proposer des objectifs de gouvernance. Les moyens qui seront mobilisés vont des études aux outils du renseignement.

Une coordination et une gestion administrative efficace doit passer par le développement de synergies au niveau des entités du ministère. Le programme devra intégrer la définition d'un agenda pour la collecte des rapports d'activités.

A ce dispositif devra s'ajouter la mise sur pied d'une cellule de suivi-évaluation des programmes et projets en cours au niveau du ministère pour permettre au responsable de programme de mettre à la disposition du ministre, en temps réel, les informations nécessaires à une bonne prise de décision.

1.3. Cartographie administrative du programme

Le programme PILOTAGE, COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE est mis en œuvre par les structures suivantes :

) Directions et services

- Cabinet du Ministre
- Cabinet Chef d'Etat-major Général des Armées (CEMGA)
- Cabinet Haut Commandant de la Gendarmerie nationale (HAUTCOMGEND)
- Inspection des Affaires Administratives et Financières (IAAF)
- Direction des Affaires Administratives, de l'Équipement et du Budget (DAAEB)
- Direction des Etudes et de la Législation (DIRCEL)
- Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'Armée (DIRPA)
- Direction des Personnels Militaires et de la Mobilisation (DPMM)
- Direction des Archives et du Patrimoine Historique (DAPH)

) Structures rattachés (Agences et assimilés)

- Agence pour la Réinsertion Sociale des Militaires (ARSM)
- Fondation des Invalides et Mutilés Militaires (FIMM)
- Office Nationale des Anciens Combattants (ONAC)
- Hôpital Principal de Dakar (HPD)

II. CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectifs spécifiques	Action	Résultats Attendus	Indicateurs	Mode de calcul	Méthode de collecte	Référence 2019	Cible 2020
Assurer le pilotage du ministère	Pilotage	Les enjeux et défis stratégiques sont maîtrisés	Nombre d'études et réflexions stratégiques menées	Comptage	Rapport	4	6
Améliorer l'information du citoyen sur les forces armées		Le citoyen est informé sur les activités des forces armées	Nombre de bulletin d'information trimestriel	Comptage	Disponibilité bulletin	4	139
		Le citoyen est informé sur le patrimoine historique des forces armées	Nombre de visiteurs des musées par an	Comptage	Rapport	900	1 000
Renforcer l'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et le soutien aux organismes déconcentrés	Gestion et coordination administrative	L'efficacité de la gestion administrative et financière des services centraux et organismes déconcentrés est renforcée	Taux d'exécution du budget	Rapport entre les crédits alloués et les montants engagés	Rapport	95%	97
			Nombre de réunions de coordination tenues	Comptage	Feuilles de présence		
Assurer la planification évaluation et le suivi budgétaire	Planification évaluation et le suivi budgétaire	Les documents stratégiques du Ministère sont élaborés	Nombre de documents budgétaires édités	Comptage	Disponibilité documents	5	5

III. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

3.1- Présentation des crédits du programme par action et par nature économique de dépense

Actions	Nature de dépense							Total dépenses	
	Personnel	Biens et services	Transferts courants	Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital			
	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Pilotage	841 336 000	173 473 010	827 926 630			6 876 000 000	1 234 000 000	6 876 000 000	3 076 735 640
Gestion et coordination administrative		2 448 263 345	2 150 545 000	1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000	5 598 808 345
Planification suivi et évaluation						0	0	0	0
Total	841 336 000	2 621 736 355	2 978 471 630	1 000 000 000	1 000 000 000	6 876 000 000	1 234 000 000	7 876 000 000	8 675 543 985

3.2 - Evolution des crédits du programme

Nature de dépense	Année 2018 (exécution)	2019 (LFI)	2020	Variation (2020)-(2019)	Justification
Personnel		904 850 000	841 336 000	-63 244 000	
Biens et services		2 626 162 355	2 621 736 355	- 4 426 000	
Transferts courants		3 283 471 630	2 978 471 630	- 305 000 000	
Investissements exécutés par l'Etat					
AE		34 000 000	1 000 000 000	966 000 000	
CP		34 000 000	1 000 000 000	966 000 000	
Transferts en capital					
AE		1 100 000 000	6 876 000 000	5 776 000 000	
CP		1 100 000 000	1 234 000 000	134 000 000	
Total		7 948 483 985	8 675 453 985	727 060 000	

3.3- Justification des dépenses par nature

a. Dépenses de personnel (sans objet pour les armées : le militaire n'est pas régi par le statut des fonctionnaires)

Répartition des dépenses de personnel du programme par emplois et coût

Fonctionnaires et non fonctionnaire (H)/Contractuels (C)	Situation 2018		Plafonds 2019		Variation (2019-2018)		Justification
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	
Hiérarchie A							
Hiérarchie B							
Hiérarchie C							
Hiérarchie D							
Hiérarchie E							
Total (H)							
Catégorie A							
Catégorie B							
Catégorie C							
Catégorie D							
Catégorie E							
Total (C)							
Total des emplois							

b. Dépenses de biens et services et transferts courants

Articles	2019	2020	Variations	Justifications
60- Achats de Biens et services	2 626 162 355	1 145 015 993	- 4 426 000	
61-Acquisition de services		938 386 000		
62-Autres services		538 334 362		
64-Transferts courants	3 283 471 630	2 517 304 630	- 305 000 000	
Total		5 600 207 985		

c. Dépenses d'investissement

- Tableau de budgétisation des projets

Projets	Articles	Montants		Variations	Justifications
		2019	2020		
Equipements Services centraux	25-Equipements militaires		1 000 000 000		
Appui aux structures rattachées	64-Hôpital principal CPOM		150 000 000		
	64- Appui à l'Agence pour le Logement des forces Armées		400 000 000		
	64-Appui à l'Agence pour la réinsertion sociale des Militaires		150 000 000		
	64-Dotation fonds invalides et mutilés de guerres		50 000 000		
	64-Réhabilitation maisons combattants		34 000 000		
	64- Equipement Brigades DSCOS		300 000 000		
	64-Projet de modernisation des opérations d'incorporation		99 000 000		
	64- Projet d'infrastructure et équipement locaux archivage DAPH		170 000 000		
	64- Planification Exécution et suivi budgétaire		31 000 000		
Total			2 384 000 000		

- Tableau des échéanciers AE associées aux CP

Action	Activité	Montant 2020		Montant 2021		Montant 2022		Variations		Justifications	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Pilotage	Soutien aux structures rattachées	6 876 000 000	1 234 000 000	1 353 000 000	1 353 000 000	1 353 000 000	1 353 000 000				
Gestion et coordination Administrative	Gestion ressources humaines et financières	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000				
Total		7 876 000 000	2 234 000 000	3 353 000 000	3 353 000 000	3 353 000 000	3 353 000 000				

3.1.4- Présentation des structures autonomes rattachées

- Agence pour la Réinsertion Sociale des Militaires (ARSM)

Action	Activités	Montants	Résultats attendus	Indicateurs	Cibles 2020
Pilotage	Soutien à la réinsertion socio-économique des militaires	422 926 630	Les anciens militaires sont réinsérés	Nombre d'anciens militaires insérés	A déterminer
Total		422 926 630			

- Agence pour le Logement des Forces Armées (ALFA)

Action	Activités	Montants	Résultats attendus	Indicateurs	Cibles 2020
Pilotage	Soutien à la réhabilitation et à la construction du logement	755 000 000	Les logements sont réhabilités	Nombre de logements réhabilités	A déterminer
Total		755 000 000			

- Fondation des Invalides et Mutilés Militaires

Action	Activités	Montants	Résultats attendus	Indicateurs	Cibles 2020
Pilotage	Pris en charge sociales des invalides et de leur famille	116 000 000	Les invalides et leur famille sont pris en charge	Nombre d'invalides et familles pris en charge	A déterminer
Total		116 000 000			

- Office Nationale des Anciens Combattants (ONAC)

Action	Activités	Montants	Résultats attendus	Indicateurs	Cibles 2020
Pilotage	Pris en charge sociales des anciens combattants et victimes de guerres	154 000 000	Les anciens combattants sont suivis et pris en charge	Taux de couverture de la prise en charge	A déterminer
Total		154 000 000			

- Hôpital Principal de Dakar (HPD)

Action	Activités	Montants	Résultats attendus	Indicateurs	Cibles 2020
Pilotage	Pris en charge médical des militaires	1 695 167 000	Bonne prise en charge médicale et relèvement du plateau technique	Taux de couverture de la prise en charge	A déterminer
Total		1 695 167 000			

I. PRESENTATION DU PROGRAMME

1.1 Identité du Programme

- Nom et Prénoms du Responsable de programme (à désigner par le CEMGA)
- Fonction du Rprog :
- N° xxx : Programme 2 Défense du territoire national

1.2 Stratégie du programme

La place centrale d'une bonne politique de défense nationale comme garant de la réussite des efforts de développement économique et social n'est plus à démontrer. Sans la paix et la sécurité, aucune activité de développement ne peut prospérer. Ainsi, les enjeux et les orientations de la politique de défense nationale s'inscrivent au niveau de l'axe 3 Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité et du secteur Consolidation de la paix et de la sécurité du Plan Sénégal Emergent.

Evoluant dans un environnement sous-régional empreint d'une forte instabilité avec la prégnance de la menace terroriste qui vient s'ajouter à l'impératif de sanctuarisation du territoire national contre les menaces classiques, les Armées ont reçu le mandat de faire évoluer l'outil de défense pour lui permettre de préserver en permanence les intérêts vitaux de l'Etat.

Il s'agit donc de disposer de forces capables de faire face, simultanément, sur plusieurs directions, à toute menace contre l'intégrité du territoire national, de contrôler l'espace aérien et d'assurer en permanence l'action de l'Etat en mer avec un intérêt particulier pour la préservation des ressources pétrolières et gazières.

En vue d'assurer une défense militaire et une veille opérationnelle permanente tout en contribuant à la préservation de la paix à l'échelle sous-régionale et internationale, la stratégie suivante a été définie :

- Entraîner et équiper des forces terrestres, désormais articulées autour de corps de bataille blindé-mécanisé, capables de mener des actions offensives et défensives sur plusieurs directions ;
- Disposer de forces aériennes capables d'appuyer les forces terrestres et navales tout en préservant l'espace aérien en permanence ;
- Donner aux forces navales la capacité d'effectuer les missions classiques de défense, tout en assurant en permanence l'action de l'Etat en mer, en mettant un accent particulier sur la protection des ressources pétrolières et gazières.

L'ensemble des forces devront en permanence bénéficier d'un soutien logistique adapté. Pour la mise en œuvre de ce programme les actions suivantes ont été identifiées :

- Défense terrestre ;
- Défense aérienne ;
- Défense fluvio-maritime ;
- Logistique inter-armées.

1.3 Cartographie des Programmes

Le programme est mis en œuvre par l'Etat-major général des Armées (EMGA), l'Armée de terre (EMAT), la Marine Nationale, l'Armée de l'Air et les directions technique du Ministère des Forces armées (MFA) notamment :

- La Direction de l'Intendance des Armées ;
- La Direction du Matériel des Armées ;
- La Direction du Génie et de l'Infrastructure des Armées ;
- La Direction de la Santé des Armées ;
- La Direction des Transmissions et de l'Infrastructure des Armées.

1.4 Principaux objectifs spécifiques poursuivis et cohérence avec le PSE

Le programme P2 poursuit trois objectifs :

- Garantir le niveau opérationnel des moyens matériels des Armées de Terre, de l'Air et de la Marine nationale par l'acquisition et la maintenance des équipements ;
- Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces ;
- Construire et réhabiliter le patrimoine immobilier et les infrastructures techniques des Armées

Les principales activités du programme tournent autour de l'entretien et la maintenance des véhicules auto-engins blindés et équipements spéciaux, les exercices et manœuvres, le fonctionnement des écoles et centres de formation et d'entraînement, la formation collective, la gestion du renseignement ainsi que la réhabilitation du cadre de vie et l'environnement de travail des forces.

Au terme de sa mise en œuvre, l'exécution du programme permettra de résorber drastiquement :

- Pour l'Armée de Terre, les insuffisances constatées dans les matériels roulants, les engins blindés et les armements majeurs entraîne un manque de mobilité tactique et la faiblesse de la puissance de feu.
- Pour le Génie le délabrement avancé du patrimoine immobilier et le déficit très important en équipements nécessaires à l'exécution de ses missions opérationnelles et d'appui au développement ;

- Pour ce qui est de la Marine nationale, le taux d'indisponibilité très élevé est lié à l'âge avancé des unités navales. Elle fait difficilement face à la diversité de ses missions militaires et civiles ;
- Pour l'Armée de l'Air, l'absence de capacité de gestion et de défense de l'espace aérien et la faiblesse des moyens d'appui et d'aéromobilité au profit des troupes au sol.

Quant au soutien, les moyens des directions de services devront être renforcés pour prendre en compte les besoins des Forces Armées dans les différents domaines prioritaires du renseignement, du combat, de la maintenance, du soutien de l'homme.

II. PRESENTATION DU CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

III. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

3.1- PROGRAMME 1 : Défense du territoire national

3.1.1- Présentation des crédits du programme par actions et par nature économique de dépense

Action	Nature de dépense							Total	
	Personnel	Biens et services	Transferts courants	Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital			
	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Défense terrestre	0	1 228 469 000	0		0		0		1 228 469 000
Défense aérienne	0	1 951 489 000	0	1 774 264 829	1 000 000 000	136 631 881 820	10 000 000 000	138 406 146 649	12 951 489 000
Défense fluviomaritime	0	838 375 000	0		0		0	0	838 375 000
Logistique inter-armées	71 639 935 081	25 773 587 226	0	32 026 836 911	10 008 945 637	4 210 000 000	1 470 000 000	36 236 836 911	108 892 467 944
	71 639 935 081	29 791 920 226	0	33 801 101 740	11 008 945 637	140 841 881 820	11 470 000 000	174 642 983 560	123 910 800 944

3.1.2- Evolution des crédits du programme

Nature de dépense	Année 2018(exécution)	2019(LFI)	2020	Variation 2020-2019	Justification
Personnel		0	71 639 935 081	71 639 935 081	Recrutement et avancement
Biens et services		28 801 701 145	29 791 920 226	990 219 081	Maintenance des aéronefs et entretien des aéroports militaires, etc.
Transferts courants		0	0	0	
Investissements exécutés par l'Etat					
AE		13 700 000 000	33 801 101 740	20 101 101 740	
CP		13 700 000 000	11 008 945 637	2 691 054 363	
Transferts en capital					
AE		13 600 000 000	140 841 881 820	127 241 881 820	
CP		13 600 000 000	11 470 000 000	2 130 000 000	
Total		83 401 701 145	298 553 784 504	215 152 083 359	

				Situation de base	Estimation	Cible				
Objectifs spécifiques	Action	Résultats Attendus	Indicateurs	N-1	N	N+1	COM Axes du PSE et secteurs	COM Mode de calcul	COM Méthode de collecte	COM Source
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces terrestres	Défense terrestre	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre de promotions formés par an	6		8	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	Comptage	Procès-verbaux des jurys d'examens	Chaîne Ressources humaines EMGA
			Nombre d'unités ayant satisfait au contrôle opérationnel	50%		85%	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	nombre d'unités aptes opérations/nombre total d'unités	comptage	Chaîne Emploi EMAT
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces aériennes	Défense aérienne	Les capacités des forces sont renforcées	nombre de pilotes formés par an	5		8	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	Comptage	Procès-verbaux des jurys d'examens	Division RH
Garantir le niveau opérationnel des moyens aériens		Le soutien aux unités est amélioré et la mobilité des forces est améliorée	% de disponibilité des aéronefs	40%		70%	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	nombre d'aéronefs disponibles/nombre total d'aéronefs	comptage	GSAA
Réaliser les équipements pour la mobilité et la puissance de feu des forces		Les équipements sont réalisés	% de réalisation des équipements du format d'Armée 2025	29%		50%	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	nombre d'équipements achetés/nombre total d'équipement prévus au Format d'Armée 2025	comptage	DIVISION LOGISTIQUE EMAIR
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces	Défense fluvio-maritime	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre d'unités ayant satisfait au contrôle opérationnel	55%		85%	Axe 3 ; Gouvernance-Institutions-Paix-Sécurité	unités navales et équipages aptes opérations/sur total des unités	comptage	Division opérations Marine nationale

Garantir le niveau opérationnel des moyens navals		Le soutien aux unités est amélioré et la mobilité des forces est améliorée	% de disponibilité des unités navales	50%		85%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'unités navales disponibles/nombre total d'unités navales	comptage	Division logistique Marine nationale
Améliorer la mobilité des forces et réaliser les équipements connexes ;		Les équipements sont réalisés	% de réalisation des équipements du format d'Armée 2025	48%		60%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'équipements achetés/nombre total d'équipement prévus au Format d'Armée 2025	procès verbaux de réception des et comptage des matériels	Division logistique Marine nationale
Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces	Logistique inter-armées	Les capacités des forces sont renforcées	Nombre de promotions formées	25		30	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	Comptage	Procès-verbaux des jurys d'examens	Chaîne RH EMGA
Garantir le niveau opérationnel des unités		Les unités sont aptes à l'engagement	Nombre d'unités de soutien ayant satisfait au contrôle opérationnel	0		0	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'unités aptes opérations/nombre total d'unités	comptage	Chaîne Emploi EMAT
Construire et réhabiliter le patrimoine immobilier		Les bâtiments administratifs et les logements sont construits et réhabilités	Nombre de cantonnements construits et/ou réhabilités	4		10	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	Comptage	procès verbaux de réception des travaux	Direction du Génie et de l'Infrastru- cture des Armées
Réaliser les équipements pour la mobilité et la puissance de feu des forces		Les équipements connexes sont réalisés	%de réalisation des équipements	21%		50%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'équipements réalisés/nombre total d'équipements prévus au Format 2025	comptage	Chaîne logistique EMGA

3.1.3- Justification des dépenses par nature

d. Dépenses de personnel (sans objet pour les armées : le militaire n'est pas régi par le statut des fonctionnaires)

Répartition des dépenses de personnel du programme par emplois et coût

Fonctionnaires et non fonctionnaire (H)/Contractuels (C)	Situation 2018		Plafonds 2019		Variation (2019-2018)		Justification
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	
Hiérarchie A							
Hiérarchie B							
Hiérarchie C							
Hiérarchie D							
Hiérarchie E							
Total (H)							
Catégorie A							
Catégorie B							
Catégorie C							
Catégorie D							
Catégorie E							
Total (C)							
Total des emplois							

e. Dépenses de biens et services et transferts courants

Articles	2019	2020	Variations	Justifications
60- Achats de Biens et services	29 362 351 145	16 326 724 000	13 035 627 145	Maintenances des aéronefs et entretien des aéroports militaires Organisation de manœuvre, organisation du cours EM, cours d'application blindée, cours de capitaines blindée, artillerie, etc. Prise en compte entretien et maintenance flotte et nouvelles acquisitions bâtiments SHALDAG Maintenance, Habillement recrues, alignement aux taux de frais de déplacement des fonctionnaires
61-Acquisition de services		2 825 330 645	2 825 330 645	
62-Autres services		10 639 865 500	10 639 865 500	
64-Transferts courants	0	11 470 000 000	11 470 000 000	
Total	29 362 351 145	41 261 920 145	11 899 569 000	

f. Dépenses d'investissement

- Tableau de budgétisation des projets

Projets	Articles	Montants		Variations	Justifications
		2019	2020		
	22-Acquisition et aménagement				
	23-Constructions, grosses réparations				
	24-Matériel et mobilier				
Projet KT1 CASA 235	25-Equipements militaires	12 008 945 637	6 470 000 000		Poursuite projets en cours
	64-Transferts en capital	13 600 000 000			
Total		25 608 945 637	6 470 000 000		

- Tableau des échéanciers AE associées aux CP

Nb : les tableaux ci-dessous sont renseignés suivant les échéances de paiement consignées dans les lettres de couverture financière. Les reliquats de paiement devront être pris en charge par les conventions de financement entre l'Etat et les banques partenaires

P.2005-4-Logistique des Armées

P_2005-04-10 - PROJET DE RENOUVELLEMENT MATERIEL PARACHUTISTE	358 000 000	358 000 000			358 000 000	358 000 000
P_2005-04-11 - PROJET REHABILITATION DES CANTONNEMENTS DES ZONES MILITAIRES	1 995 000 000	1 995 000 000			1 995 000 000	1 995 000 000
P_2005-04-12 - PROJET ACQUIS VEHICULE TACTIQUE PR UNITE INFANTRIE MOTORISE	3 400 000 000	3 400 000 000			3 400 000 000	3 400 000 000
P_2005-04-13 - PROJET RECONSTITUTION STOCKS DE MUNITIONS TOUTES TRANCHES	900 000 000	900 000 000			900 000 000	900 000 000
P_2005-04-14 - PROJET ACQUISITION MATERIEL DE VIE EN CAMPAGNE PR 2 BRIGADES	950 945 637	950 945 637			950 945 637	950 945 637
P_2005-04-15 - PROJET SYSTEME TRANSMISSIONS NUMERIQUE EN ZONE MILITAIRE SUD	605 000 000	605 000 000			605 000 000	605 000 000
P_2005-04-16 - PROJET RENOUVELLEMENT ENGIN BLINDE BATAILLON RECONNAISSANCE	3 000 000 000	3 000 000 000			3 000 000 000	3 000 000 000
P_2005-04-17 - PROJET D'EQUIPEMENT EN MATERIELS DE DEMINAGE			1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
P_2005-04-18 - PROJET EQUIPEMENT MATERIEL FRANCHISSEMENT PORTIERE 70 TONNES			270 000 000	270 000 000	270 000 000	270 000 000
P_2005-04-19 - PROJ ACQUISIT MAT NEUTRALISAT EXPLOSIF (NEDEX)/SECURITE PR			100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
P_2005-04-20 - PROJET CHANGEMENT TENUES ARMEES			100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000

P_2005-01 - Défense aérienne	1 925 989 000	500 000 000	500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 500 000 000	7 425 989 000
P_2005-01-01 - PROJET D'ACQUISITION D'UN CASA 235 MARITME		0	0	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
P_2005-01-02 - PROJET D'ACQUISITION DE QUATRE (4) AVIONS							
P_2005-01-03 - Maintien en condition opérationnelle	1 177 267 000						1 177 267 000
P_2005-01-04 - PROJET D'ACQUISITION D'HELICOPTERES							
P_2005-01-05 - Préparation et emploi des forces	718 722 000						718 722 000
P_2005-01-06 - SYSTEME DE SURVEILLANCE AERIENNE							
P_2005-01-07 - Formation et recherche	30 000 000						30 000 000
P_2005-01-08 - ACQUISITION CASA 295							
P_2005-01-09 - PROGRAMME DE RENFOR. MOYENS DEFENSE NATIONALE (SOCLE RADARS)		500 000 000	500 000 000			500 000 000	500 000 000
P_2005-01 - Défense aérienne	1 925 989 000	500 000 000	500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 500 000 000	7 425 989 000
P_2005-01-01 - PROJET D'ACQUISITION D'UN CASA 235 MARITME		0	0	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
P_2005-01-02 - PROJET D'ACQUISITION DE QUATRE (4) AVIONS							
P_2005-01-03 - Maintien en condition opérationnelle	1 177 267 000						1 177 267 000
P_2005-01-04 - PROJET D'ACQUISITION D'HELICOPTERES							
P_2005-01-05 - Préparation et emploi des forces	718 722 000						718 722 000
P_2005-01-06 - SYSTEME DE SURVEILLANCE AERIENNE							
P_2005-01-07 - Formation et recherche	30 000 000						30 000 000
P_2005-01-08 - ACQUISITION CASA 295							
P_2005-01-09 - PROGRAMME DE RENFOR. MOYENS DEFENSE NATIONALE (SOCLE RADARS)		500 000 000	500 000 000			500 000 000	500 000 000

I- PRESENTATION DU PROGRAMME

1- Identité du programme

Général de division Jean Baptiste TINE

Responsable du programme

N° 2008 intitulé « Sureté publique et maintien de l'ordre ».

2- Stratégie du programme

Dans l'axe 3 du Plan Sénégal Emergent (PSE) intitulé « GOUVERNANCE, INSTITUTION, PAIX ET SECURITE », la paix et la sécurité des personnes et des biens sont cités parmi les éléments déterminants dans l'établissement d'un climat favorable aux activités économiques et sociales. Aux termes de l'article premier du décret n° 74-571 du 13 juin 1974 portant règlement sur l'emploi et le service de la gendarmerie, la Gendarmerie a pour missions :

- de veiller à la sûreté publique ;
- d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et règlements.

A cet effet, le programme sureté publique et maintien de l'ordre s'articule autour de trois actions. Des objectifs spécifiques sont assignés aux différentes actions à travers des stratégies que le commandement compte mettre en œuvre pour réaliser les résultats attendus.

L'action surveillance du territoire portera sur :

-

e renforcement de la présence et des équipements routières. Une dotation d'au moins deux cinémomètres avec l'acquisition d'appareils de lecture automatisée des plaques d'immatriculation (LAPI) pour les escadrons d'autoroutes sera réalisée afin d'améliorer la sécurité routière.

-

'élargissement du concept d'escadron de surveillance et d'intervention aux escadrons territoriaux avec les moyens de projection et toutes les capacités nécessaires accompagné d'un plan de déploiement annuel sera établi pour une meilleure surveillance générale de l'ensemble du territoire national dans le but d renforcer la sécurité des personnes et des biens.

-

a création des communautés de brigades, de la légion sud-est et de deux sections de recherches à Tamba et Ziguinchor contribuera à la promotion la sécurité de proximité.

L'action maintien de l'ordre consiste à contenir le niveau de violence face à « des citoyens en situation d'adversaires » avec des unités organisées, formées, entraînées et équipées à cet effet. Cette action est consolidée par la création d'un troisième groupe d'escadrons basé à Ziguinchor et la mise à niveau des groupes d'escadrons devant disposer chacun de trois (03) escadrons portés et un (01) escadron blindé afin d'assurer la libre circulation des personnes et des biens.

C'est dans cette perspective également qu'un appui sera accordé aux autorités à travers la sécurisation des autorités et structures de l'Etat et l'affectation du personnel hors cadre.

L'action soutien gendarmerie porte sur le renforcement des moyens personnels, matériels et des infrastructures.

S'agissant des moyens personnels, il est prévu un recrutement de 1500 élèves gendarmes par an complété avec des renforcements des aptitudes techniques et professionnelles des personnels.

Concernant l'équipements et les infrastructures, il est prévu d'acquérir des moyens non létaux et trois ULM supplémentaires nécessaire pour la mise en place de trois détachements aériens à Dakar, Tambacounda et Saint-Louis accompagnée d'une coopération capacitaire avec l'armée de l'air.

Il est en outre prévu une valorisation de la condition militaire à travers le renforcement des moyens nécessaires pour garantir l'amélioration des conditions de travail et de vie des militaires et de leurs familles.

3 : Cartographie administrative du programme

Le programme s'articule en niveau central et niveau zonal.

Niveau central	Unité Police Judiciaire
	GIGN
	Haut Commandement Gendarmerie
	P.C. Gendarmerie
	Et. Major Gend. Territoriale
	Cabinet Haut Commandement Gendarmerie
	Direction de la justice militaire
	Ecole de Gendarmerie
	Groupement des Moyens de Santé
	Brigade Spéciale Prot. Environnement
	Centre Perfectionnement Gendarmerie Mobile (CPGM)
	Centre d'instruction Gendarmerie
	Centre de formation
	Section Recherche
	Et. Major Gend. Mobile
	Centre apprentissage et perfectionnement en langue anglaise

	Centre de Documentation Maintien Paix
	Centre Administratif de la Gendarmerie Nationale
	Légion Hors Rang Gendarmerie
	Lutte contre l'Insécurité
	Ecole des Officiers de Gendarmerie
	Cynogroupe
	Légion de gendarmerie d'intervention
	Centre Technique de la Gendarmerie Nationale
	Inspection Gendarmerie
	Division Administration Finances
	Cérémonies Religieuses
	Division documentation
	Ecole des Sous-Officiers de Gendarmerie de Fatick
	Caserne Samba. D. Diallo
	Caserne Faidherbe
	Section aérienne de la Gendarmerie nationale (SAGN)
	Equipement gendarmerie nationale
	Projet d'acquisition de matériels d'embarcation maritime de véhicules
	Projet d'acquisition de véhicules militaires équipements et pose pour garage véhicules et acquisition de chevaux de patrouille
	Groupe d'action rapide de surveillance et d'intervention
Niveau zonal	Légion Gend. Centre. Kaolack.
	Légion centre Ouest Thiès
	Légion Gend. Est Tambacounda
	Légion Gend. Sud Ziguinchor
	Légion Gend. Nord St-Louis
	Légion de sécurité
	Légion Garde Présidentielle
	Légion Ouest
	Groupement du train express régional

II. CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME (voir tableau Excel)

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS	N-1	N	N+1	Axes du PSE et secteurs	Mode de calcul	Méthode de collecte	Source
Améliorer la sécurité routière	Baisse des accidents de la circulation routière	Surveillance du territoire	Nombre d'accidents	4765		10%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'accidents sur nombre d'accidents de l'année dernière	statistiques	GT/GEND
Renforcer la sécurité des personnes et des biens	Baisse de la criminalité	Surveillance du territoire	Nombre d'infractions	7722		10%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	nombre d'infractions sur nombre d'infractions de l'année dernière	statistiques	GT/GEND
Promouvoir la sécurité de proximité	Rapprocher la Gendarmerie de la population	Surveillance du territoire	Plan de maillage			0,08%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	taux de couverture des brigades	Rapport de la gendarmerie	GT/GEND
Assurer la libre circulation des personnes et des biens	Garantir la tranquillité et la paix publique	Maintien de l'ordre	Nombre d'interventions	1230 (hors opérations maintien de l'ordre)		100%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	comptage	comptage	GM/GEND
Appui aux autres administrations	Garantir la sécurité des structures et des autorités de l'Etat	Maintien de l'ordre	Effectifs engagés			100%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	comptage	comptage	GM/GEND
Renforcer les aptitudes techniques et professionnelles des personnels ;	Aptitude opérationnelle	Soutien gendarmerie	Qualification du personnel	évaluation en cours		80%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	rapport gendarmes qualifiés sur total gendarmes	comptage	CDE/GEND
Réaliser et entretenir les équipements et infrastructures de service nécessaires	Opérationnalité des forces	Soutien gendarmerie	Niveau d'équipement et d'hébergement des unités			40%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	niveau de dotation par rapport aux standards	statistiques	CAGN-CTGN/GEND
Améliorer les conditions de travail de vie des militaires et de leurs familles	Couverture des prestations socio médicales	Soutien gendarmerie	Taux de couverture par rapport aux besoins	75%		100%	Axe 3 ; Gouvernance- Institutions- Paix-Sécurité	rapport demandes sur moyens	statistiques	SSGN CAGN/GEND

III . PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

.3.1- Présentation des crédits du programme par actions et par nature économique de dépense

Action	Nature de dépense							Total	
	Personnel	Biens et services	Transferts courants	Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital			
	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Maintien de l'ordre		289 107 600	0	0	0	0	0	0	289 107 600
Surveillance du territoire		775 375 000	0	0	0	16 000 000 000	2 500 000 000	0	3 275 375 000
Soutien gendarmerie	43 784 936 410	8 551 571 900	54 126 000	16 445 000 000	8 822 034 849	11 200 000 000	1 390 284 554	27 645 000 000	62 602 953 713
Total	43 784 936 410	9 616 054 500	54 126 000	16 445 000 000	8 822 034 849	27 200 000 000	3 890 284 554	27 645 000 000	66 167 436 313

.3.2- Evolution des crédits du programme

Nature de dépense	Année 2018 (exécution)	2019 (LFR)	2020	Variation 2020-2019	Justification
Personnel			43 784 936 410	43 784 936 410	Attente notification MEF des crédits du titre 2
Biens et services		11 768 779 000	9 616 054 500	-2 152 724 000	Compte tenu des nouvelles créations et de l'ampleur de la diminution des crédits, l'alimentation et le carburant des escadrons en déplacement seront considérablement affectés au regard des nombreuses servitudes.
Transferts courants		54 126 000	54 126 000	0	Cette reconduction remet en cause la montée en puissance envisagée de la division documentation qui opère dans le renseignement.
Investissements exécutés par l'Etat					Difficulté de satisfaire les échéanciers des projets en cours contenus dans le plan stratégique.
AE		8 000 000 000	16 445 000 000	8 445 000 000	
CP		8 000 000 000	8 822 034 849	822 034 849	
Transferts en capital					La baisse constatée des crédits pourrait hypothéquer la montée en puissance sur le plan de l'équipement et des infrastructures de la Gendarmerie
AE		8 080 500 000	27 200 000 000	19 119 500 000	
CP		8 080 500 000	3 890 284 554	-4 190 215 446	
Total		43 983 905 000	109 812 436 313	65 828 531 313	

3.3- Justification des dépenses par nature

g. Dépenses de personnel (sans objet pour les armées : le militaire n'est pas régi par le statut des fonctionnaires)
Répartition des dépenses de personnel du programme par emplois et coût

Fonctionnaires et non fonctionnaire (H)/Contractuels (C)	Situation 2018		Plafonds 2019		Variation (2019-2018)		Justification
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	
Hiérarchie A							
Hiérarchie B							
Hiérarchie C							
Hiérarchie D							
Hiérarchie E							
Total (H)							
Catégorie A							
Catégorie B							
Catégorie C							
Catégorie D							
Catégorie E							
Total (C)							
Total des emplois							

h. Dépenses de biens et services et transferts courants

Articles	2019	2020	Variations	Justifications
60- Achats de Biens et services	8 297 160 362	6 778 016 880	-1 519 143 562	Alimentation et carburant escadrons en déplacement
61-Acquisition de services	976 445 000	774 716 620	-201 728 380	
62-Autres services	2 495 173 638	2 063 321 500	-431 852 138	
64-Transferts courants	54 126 000	54 126 000	0	
Total	11 822 905 000	8 870 181 000	-2 952 724 000	

i. Dépenses d'investissement

- Tableau de budgétisation des projets

Projets	Articles	Montants		Variations	Justifications
		2019	2020		
	22-Acquisition et aménagement				
	23-Constructions, grosses réparations			0	
	24-Matériel et mobilier				
	25-Equipements militaires	8 000 000 000	9 222 034 849	1 222 034 849	Poursuite du plan stratégique
	64-Transferts en capital	8 080 500 000	1 390 284 554	-6 690 215 446	
Total		16 080 500 000	10 612 319 403	-5 468 180 597	

- Tableau des échéanciers AE associées aux CP (sans objet)

Nb : les tableaux ci-dessous sont renseignés suivant les échéances de paiement consignées dans les lettres de couverture financière. Les reliquats de paiement devront être pris en charge par les conventions de financement entre l'Etat et les banques partenaires

Action	Activité /projet	Montant exécuté en 2018		Montant 2019		Montant 2020		Variations		Justifications	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total											